

SHERLOCK HOLMES RÉAPPARAÎT !... — VOIR PAGE 2

EXCELSIOR

9^e Année. — N° 2.962 — 10 centimes. — Étranger : 20 centimes.
Pierre Lafitte, fondateur.

« Le plus court croquis m'en dit plus long qu'un long rapport. » — NAPOLÉON
20, rue d'Enghien, Paris. — Téléphone : Gut. 0273 — 0275 — 15.00.

TOUTE PERSONNE QUI

le
DIMANCHE
29
DÉCEMBRE
1918

aura vécu
11.026
JOURS
EXACTEMENT

et dont
JACOB, JUSTINE
LAMBERT ou MARCELINE
est le prénom
habituel

recevra à titre gracieux un abonnement
d'un an à EXCELSIOR et sera intéressée
dans nos bénéfices de 1919.

LE PRÉSIDENT WILSON A DOUVRES ET A LONDRES



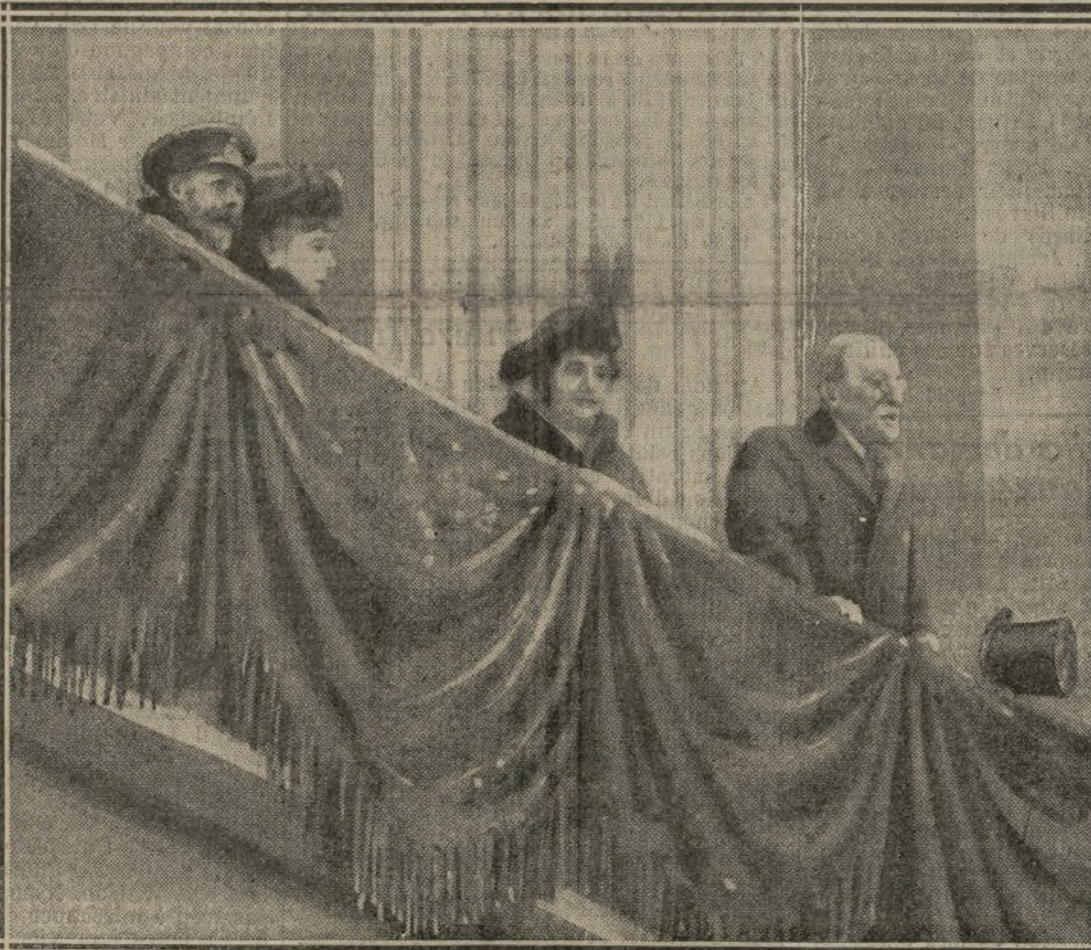
M. WILSON ET LE DUC DE CONNAUGHT INSPECTENT LA GARDE DE DOUVRES



LE "RECORDER" DE DOUVRES SOUHAITE LA BIENVENUE AU PRÉSIDENT



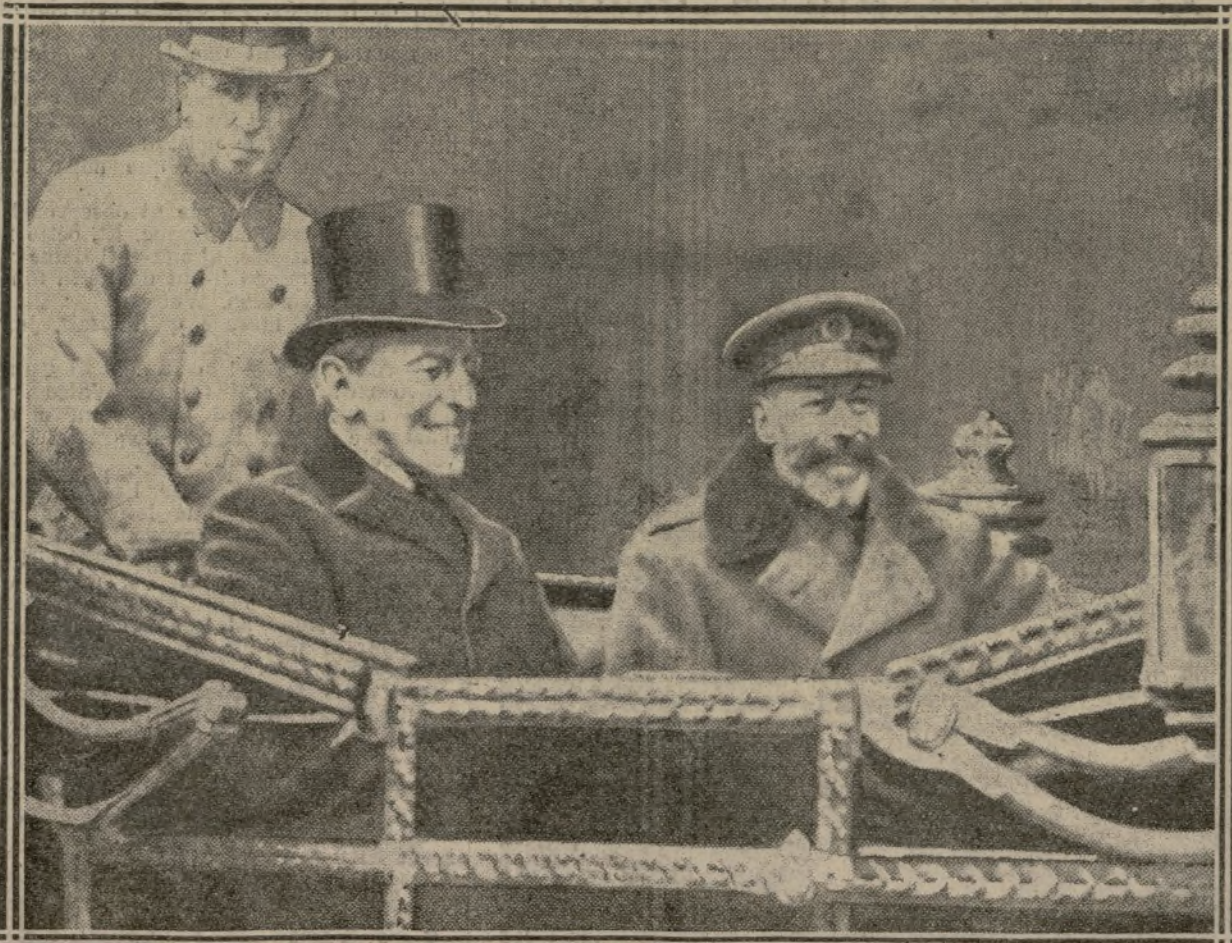
GEORGE V ET LE PRÉSIDENT



ES SOUVERAINS ET LEURS HOTES AU BALCON DE BUCKINGHAM-PALACE

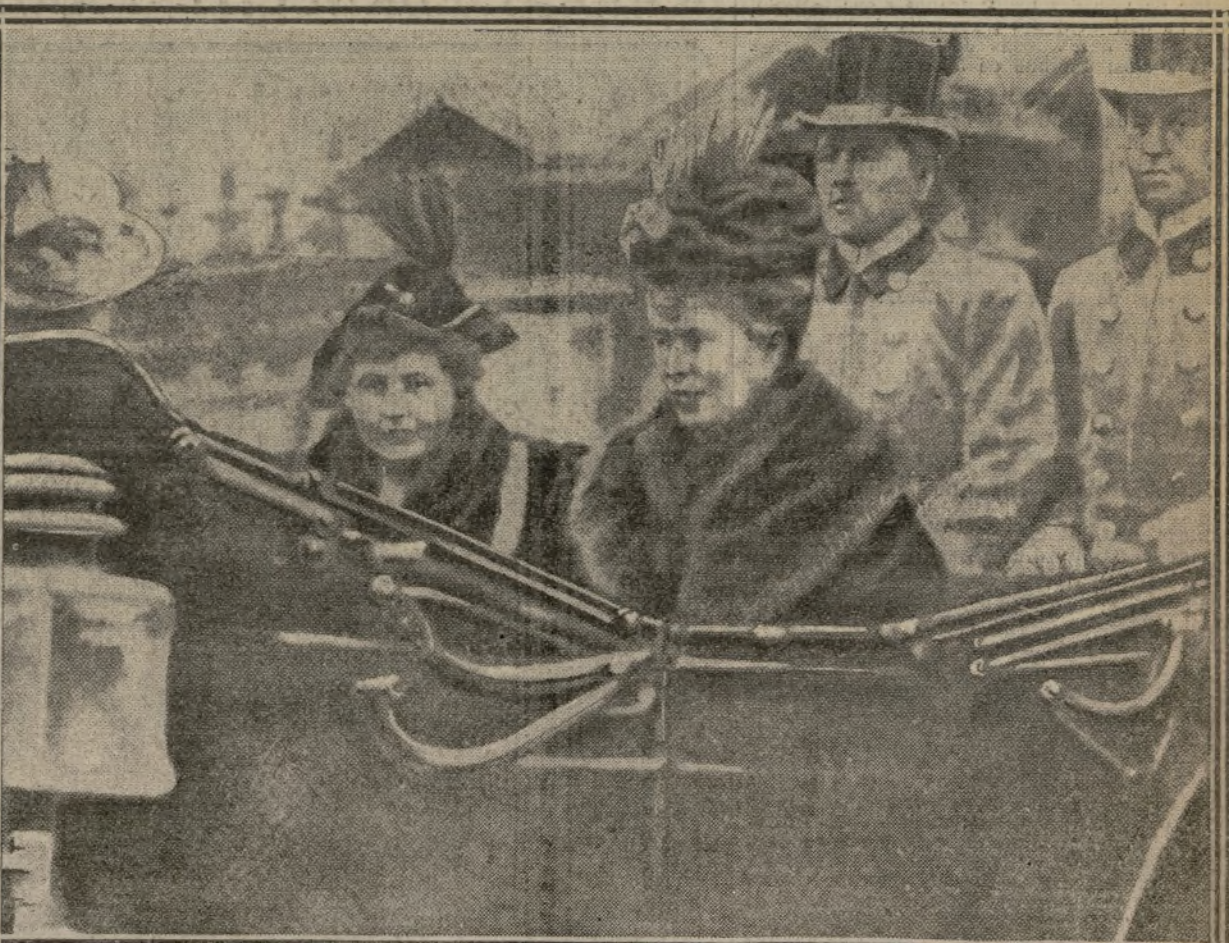


LE BOUQUET OFFERT A M^{me} WILSON



M. WILSON ET LE ROI D'ANGLETERRE EN LANDAU A LONDRES

Le voyage du président des États-Unis et de M^{me} Wilson en Angleterre a donné lieu à des manifestations populaires analogues à celles que leur a réservées la France. Reçus à Douvres par le duc de Connaught, oncle du roi, M. et M^{me} Wilson sont repartis immé-



M^{me} WILSON ET LA REINE MARY SALUENT LA FOULE

diatement pour Londres. Ils durent paraître au balcon de Buckingham-Palace pour répondre à l'ovation formidable qui les saluait. Au milieu, à gauche, M. Wilson et le roi passent en revue la garde du palais. A droite, M^{me} Wilson reçoit une gerbe de fleurs.

A PROPOS DES CRÉDITS ADDITIONNELS

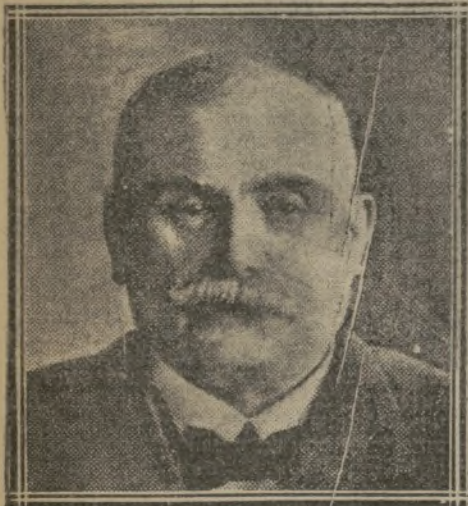
DÉBAT VARIÉ AU PALAIS-BOURBON

Prisonniers de guerre, transports, navigation sur le Rhin et l'Escaut, sursis, reconstitution industrielle et finances d'après-guerre, tels furent les sujets traités hier à la Chambre.

Comme nous l'avions annoncé, la Chambre a interrompu, hier, la discussion des douzièmes pour examiner divers crédits additionnels. Il s'agissait de 174 millions, applicables à l'exercice 1918.

Sur une proposition de M. Joubert, appuyée par MM. Paul Bénazet et Pasqual, et acceptée par M. Louis Deschamps, sous-secrétaire d'Etat à la Guerre, au nom du gouvernement, la Chambre vota en premier lieu un relèvement de crédit de 25 millions pour permettre le paiement de la solde intégrale des prisonniers de guerre. Une intervention de M. Deguise amena M. Raoul Péret, président de la commission du budget, à envisager aussi l'attribution de secours aux prisonniers civils. Cette question fera l'objet d'un rapport spécial.

M. Louis Marin signala, à cette occasion,



M. CLAVELLE

les lenteurs du rapatriement de nos compatriotes poussés en Hollande par l'ennemi :

— 200.000 y sont actuellement, dit-il. Beaucoup sont morts de privations. Depuis le 11 novembre, ils ne sont ni secourus ni rapatriés. Avec les deux trains journaliers prévus pour eux, il faudrait un an pour les rapatrier !

M. Emile Constant suggéra qu'il serait possible de prévoir qu'un certain nombre des machines et des wagons que l'Allemagne doit nous livrer fussent affectés au rapatriement des prisonniers. M. Clavelle, président du Conseil, fit observer que ces machines et ces wagons n'étaient pas encore livrés.

Après avoir indiqué que M. Albert Favre, sous-secrétaire d'Etat à l'Intérieur, s'était rendu précisément en Hollande afin de trouver des bateaux pour le rapatriement de nos compatriotes, M. Louis Deschamps précisa que le nombre des prisonniers rapatriés dépassait 320.000.

— Dans ces conditions, dit-il, tous nos prisonniers pourront être revenus avant trois ou quatre semaines.

Ces déclarations furent confirmées par M. Pams, ministre de l'Intérieur, qui reconnut que nous n'avions pu avoir autant de bateaux que nous l'aurions désiré.

— D'autre part, dit-il, certains ports sont embouteillés. Dieppe n'a jamais pu recevoir que 2 ou 300 rapatriés par jour au lieu des 1.200 attendus !

La situation des transports

La Chambre entendit ensuite M. Clavelle, ministre des Travaux publics, qui lui exposa comment l'état des transports en France s'était aggravé depuis l'armistice.

— D'abord, dit-il, parce que nous avons dû mobiliser des sections nouvelles de campagne pour exploiter les chemins de fer au delà de nos frontières, et je vous rappelle qu'avant l'armistice nous avions 50.000 hommes de moins dans notre personnel avec un trafic double. Or, nous envoyons aujourd'hui des trains jusqu'à Mayence et Coblenz. Si nous avons le plaisir de voir des trains français sur le Rhin, c'est au détriment des transports de l'intérieur. Le nombre des wagons destinés à ces transports a ainsi diminué de 30.000.

M. Clavelle indiqua que, sur le matériel allemand, la France devait recevoir 70.000 wagons et 2.600 locomotives. Or les Allemands ne nous ont livré jusqu'à ce jour que 3.800 wagons et 200 locomotives.

— Il y a eu d'autre part, dit-il, des destructions formidables de voies. Toutes les lignes entre la Belgique et la France, qui doivent ramener le matériel allemand, sont détruites à l'exception de la ligne du littoral : 1.600 ponts sont à reconstruire.

Nous avons pris toutes les mesures nécessaires pour le rétablissement de la circulation : 28.000 sapeurs y travaillent. Les réparations précaires effectuées jusqu'ici ne permettent pas le passage de plus de 7 à 8 trains par jour. Toutes ces voies sont employées pour le ravitaillement.

M. Clavelle ajouta que le nombre des wagons livrés par l'Allemagne allait augmenter rapidement, et qu'il avait donné des ordres pour qu'ils fussent affectés, par priorité, au transport des prisonniers et des évacués. Il annonça enfin que nous avions 27.000 wagons à recevoir de l'Amérique avant le 1^{er} mars.

Avec M. Fernand Bouisson, commissaire aux Transports maritimes, il fut à nouveau question des navires.

— A l'heure actuelle, dit-il, nous employons dix paquebots au rapatriement : les Anglais, six ; Les Américains, deux. Le ministre de l'Intérieur vient de nous en procurer deux autres. Depuis vingt-huit jours, nous avons transporté 70.000 personnes. A la demande du président du Conseil, nous venons d'y affecter six nouveaux navires qui transporteront 12.000 personnes par semaine. Enfin, nous sommes en pourparlers avec nos alliés pour affecter aux mêmes transports un certain nombre de navires allemands. Nous aurons terminé le rapatriement de tous les prisonniers, militaires ou civils, dans quinze jours ou trois semaines.

Plus loin, sur une question de M. André Lefèvre, M. Stephen Pichon, ministre des Affaires étrangères, fit connaître que la question de la navigation sur le Rhin était

soumise à l'étude d'une commission nommée par le grand quartier général. En ce qui concerne l'Escaut, il a été convenu qu'on pourrait se servir des bouches du fleuve et du port d'Anvers pour le ravitaillement des Alliés.

M. Loucheur exposa à son tour comment il entendait organiser la reconstitution industrielle et prévoyait pour les ouvriers des mutations d'usine à usine. Il déclara à ce sujet qu'il considérait comme nécessaire d'accorder certains sursis indispensables à un minimum de vie économique.

— La question des sursis devra être examinée à nouveau par la Chambre, dit le ministre. La situation est grave dans le pays. Si vous ne rétablissez pas les sursis, vous aurez fait revenir la troupe avant d'avoir envoyé les fourriers.

Au banc des ministres, M. Clemenceau avait fait un geste d'assentiment.

A propos de l'utilisation des rivières et des canaux, demandée par M. Mauger, on apprit de M. Cels, ministre des Travaux publics, que les essais poursuivis avec les tanks avaient montré que la vitesse du halage était accrue du double. Dès les premières semaines de janvier, les tanks entreront donc en service.

On parla de la suppression des sursis, au sujet de laquelle M. Puech annonça qu'il interpellait le gouvernement ; de la liquidation des stocks, des détériorations des baraquements construits pour les régions libérées, d'autres sujets encore... Entre temps, on votait les chapitres.

Vers la fin de l'après-midi, la Chambre put aborder les douzièmes applicables aux dépenses militaires et à certaines dépenses civiles exceptionnelles du premier trimestre de 1919 : au total, 8 milliards 700 millions.

La discussion s'ouvrit par un discours de M. Jacques Stern, qui, jonglant aisément avec les millions et les milliards, fit un intéressant exposé de la situation des pays belligérants au lendemain de la guerre et développa ses vues sur la constitution d'une société financière des nations.

D'après M. Jacques Stern, notre dette, qui est de 162 milliards et demi à l'heure actuelle, devrait s'accroître de 10 milliards sur les crédits demandés, auxquels il faudrait ajouter le pécule, la part du combattant, les dommages de guerre — estimés à 65 milliards par M. Louis Dubois — le compte de liquidation, pour arriver à un total d'environ 250 milliards...

— C'est 12 milliards de charges annuelles, déduisit M. Jacques Stern. Si on ajoute les 5 milliards de notre budget d'avant-guerre, cela fera 17 milliards !

M. Klotz, ministre des Finances, fit, de son côté, quelques réserves sur ces chiffres. On continua ce matin.

Léopold BLOND.

Les bolcheviks demandent la paix aux Alliés

LONDRES, 28 décembre. — Une note de l'agence Reuter annonce que le gouvernement bolchevique a fait, depuis Noël, une nouvelle démarche auprès des gouvernements alliés relativement aux conditions de paix.

Les conditions offertes maintenant ne diffèrent aucunement de celles présentées par Litvinof, par l'intermédiaire du gouvernement norvégien, le mois passé.

Aucune réponse n'a été faite à ces propositions parce qu'elles émanent d'un gouvernement qui n'a pas été reconnu par les Alliés et qui ne représente pas la Russie.

La situation demeure donc inchangée. Pour ce qui concerne l'attitude générale des Alliés vis-à-vis de la Russie, aucune déclaration n'a été faite au sujet de la politique alliée, la question entière étant actuellement à l'étude.

LES ÉLECTIONS EN ANGLETERRE

M. LLOYD GEORGE ET SA COALITION TRIOMPHENT

M. Asquith est battu, son parti est écrasé. L'ancien ministre travailliste Henderson n'est pas réélu.

Les élections anglaises, qui ont eu lieu hier, et dont on lira ci-dessous le bilan, se caractérisent ainsi :

1^o La coalition formée entre libéraux et conservateurs, sous le patronage et sous l'initiative de M. Lloyd George, obtient un succès écrasant. Mais il est à noter que dans cette coalition les élus conservateurs sont trois fois plus nombreux que les élus libéraux ;

2^o Les libéraux doctrinaires, conduits par M. Asquith, qui est lui-même battu, subissent une totale défaite ;

3^o Le Labour Party, qui n'a pu faire réélire ses chefs les plus connus, pour la plupart extrémistes : Henderson, Ramsay MacDonald, Snowden, gagne un nombre de mandats appréciable ;

4^o Le parti nationaliste irlandais est vaincu ; à sa place surgit le parti séparatiste ou sinn-feiner.

LONDRES, 28 décembre. — Les résultats, connus à cette heure, des élections à la Chambre des communes, sont les suivants :

Partisans de la coalition (unionistes), 317 ; libéraux, 112 ; travaillistes, 8 ; non coalitionnistes (parti de M. Asquith), 29 ; indépendants unionistes, 32 ; autres groupes, 4 ; Labour party, 58 ; femmes, 1 ; nationalistes, 5 ; sinn-feiners, 41.

Parmi les candidats coalitionnistes élus on compte M. Lloyd George, par 13.993 voix contre 1.095 à son concurrent M. Harrison ; sir Eric Geddes, sir Albert Stanley, président du Board of Trade ; lord Montagu, lord Lytton, secrétaire parlementaire de l'Amirauté ; M. John Hodge, ministre des Pensions ; M. Walter Lodge, ministre des Colonies, et M. Havelock Wilson, président du Syndicat des gens de mer.

M. Asquith est battu à 2.000 voix, ainsi que l'ancien ministre libéral, John Simons. M. Henderson est battu dans la circonscription de East Ham, venant en queue de liste.

M. Runciman a été également battu dans la circonscription de Dewsbury, ainsi que M. Ramsay MacDonald à Leicester, qui obtient péniblement 6.347 voix contre 20.570 au travailliste de coalition Green.

Les réceptions du 1^{er} janvier

A l'occasion de la nouvelle année, le président de la République recevra, à l'Élysée, le mercredi 1^{er} janvier 1919, à 10 heures, le président et les membres du bureau du Sénat et les sénateurs ; à 10 h. 30, le président de la Chambre des députés, les membres du bureau de la Chambre et les députés.

Le président de la République rendra les deux visites, à 11 heures au Luxembourg, et à 11 h. 30 au Palais-Bourbon.

Le 11 Novembre

fête interalliée

Au nom de la commission de l'administration générale, M. Abel Lefèvre vient de présenter un rapport sur les diverses propositions relatives à l'institution d'une fête commémorative de l'armistice. Il conclut à l'adoption d'un texte aux termes duquel le gouvernement serait invité à négocier avec les gouvernements alliés et associés en vue de l'institution d'une fête interalliée le 11 novembre de chaque année pour glorifier l'issue victorieuse de la guerre du Droit et commémorer la libération des peuples.

LE 1^{er} JANVIER 1919

EXCELSIOR

SERA TRANSFORMÉ

KARL LIEBKNECHT PARLE EN PLEIN AIR A BERLIN



L'ORATEUR S'ADRESSE AU GROUPE SPARTACUS DANS LA SIEGESALLEE

On annonce de Berlin que le gouvernement allemand se trouve en difficulté. Une coalition des minoritaires de gauche et des spartaciens avec Liebknecht, Ledebour et Eichhorn serait au pouvoir.

Voici un récent instantané pris dans la Siegesallee, à Berlin, et montrant le leader socialiste minoritaire Liebknecht prononçant un discours devant une assemblée du groupe Spartacus.

UNE AVENTURE NOUVELLE DE SHERLOCK HOLMES

LA VALLÉE DE LA PEUR

Roman inédit.

par

CONAN DOYLE

PREMIÈRE PARTIE

LE DRAME DE BIRLSTONE

I
L'avertissement

J'INCLINERAI à croire..., dis-je.

— Moi aussi, fit Sherlock Holmes, avec impatience.

Je me considère comme le plus endurant des hommes ; mais cette façon narquoise de m'interrompre me chiffonna, je l'avoue.

— En vérité, Holmes, répliquai-je d'un ton sévère, vous êtes bien agaçant parfois.

Il ne me répondit pas ; il s'abîmait dans ses pensées. Son déjeuner, posé devant lui, attendait encore qu'il y touchât. Le front appuyé contre une main, il regardait fixement la feuille de papier qu'il venait de retirer de son enveloppe. Puis, portant l'enveloppe à la lumière, il l'examina sous toutes ses faces.

— C'est l'écriture de Porlock, fit-il rêveur. Je ne puis guère douter que ce soit l'écriture de Porlock, bien que je ne l'aie vue jusqu'ici que deux fois. Voilà un « y » dont je reconnais l'arabesque. Mais si l'écriture est de Porlock, il s'agit évidemment d'une affaire grave.

Ce disant, il s'adressait moins à moi qu'à lui-même. Cependant ma mauvaise humeur ne tint pas contre l'intérêt qu'éveillaient ses paroles.

— Qui donc est ce Porlock ? demandai-je.

— Porlock, c'est tout simplement un pseudonyme, Watson, un signe d'identification derrière lequel se dissimule un individu fuyant et fertile en ressources. L'homme qui en fait usage m'avisa, dans une précédente lettre, que ce n'était point la son nom, et qu'il me mettait au défi de le dépister entre les millions d'individus qui peuplent Londres. Son importance ne tient pas à sa personne propre, elle lui vient de l'homme considérable auquel il touche de près. Ce qu'est pour le requin le poisson qu'on appelle pilote, ce qu'est le chacal pour le lion, voilà Porlock, insignifiant compagnon d'un être formidable. Que dis-je, formidable ? Sinistre, Watson, éminemment sinistre. Et c'est en quoi Porlock m'intéresse. Vous m'avez entendu parler du professeur Moriarty ?

— Le fameux criminel scientifique, connu de toute la pègre, et...

J'allais dire : « Et totalement ignoré du public. » Holmes ne me laissa pas achever :

— Hé, là ! Watson, murmura-t-il ; doucement, je vous prie ! Vous avez la plaisanterie un peu forte. Je ne vous sava pas ce genre d'humour, dont il sied que je me garde. Distinguons. En traitant Moriarty de criminel, vous le diffamez aux yeux de la loi. Et voilà bien la merveille. Jamais homme ne sut mieux concevoir un plan, organiser une machination diabolique. Il est le cerveau de tout un monde souterrain, ténébreux ; un pareil esprit eût pu faire ou défaire la destinée des peuples. Mais il encourt si peu le soupçon public, il défie si bien la critique, il se conduit et s'efface de telle sorte, que ce serait assez des quelques mots que vous venez de prononcer pour qu'il vous traînât devant la cour d'assises et qu'il en obtint, à titre de dommages-intérêts, un an de vos revenus. N'est-il pas l'auteur célèbre des *Dynamiques de l'Astéroïde*, ce livre dont on a dit, tant il plane haut dans les régions des pures mathématiques, que la presse scientifique n'a pas un écrivain capable d'en rendre compte ? Est-ce là un homme à traiter comme vous le faites ? Vous joueriez le rôle du médecin qui extravague, et lui du professeur que l'on calomnie. Voilà le génie, Watson. N'empêche que si je n'ai pas trop à m'occuper de moindres personnalités, notre jour viendra.

— Puissé-je vivre assez pour le voir !

m'exclamai-je dévotement. Mais vous parliez de ce Porlock ?

— Ah ! oui. Ce Porlock, ou ce soi-disant Porlock, est un anneau de la chaîne qui va jusqu'à Moriarty. Entre nous, cet anneau, assez éloigné du point d'attache de la chaîne, n'est pas des plus solides. Autant que j'ai pu m'en assurer, il en constitue le seul défaut.

— Mais une chaîne n'a jamais que la force de son anneau le plus faible.

— Très juste, Watson. De là l'extrême importance de Porlock. Conduit par de vagues aspirations vers le bien, stimulé de temps en temps par le judicieux envoi d'un billet de dix livres que je trouve moyen de lui faire parvenir, il m'a, une ou deux fois, fourni de ces informations prémonitrices, d'autant plus utiles qu'elles permettent non de châtier le crime, mais d'en prévenir l'accomplissement.



SIR ARTHUR CONAN DOYLE

Nul doute que la communication que j'ai là ne soit précisément de cette espèce. Il ne s'agit que d'en trouver le chiffre.

Tout en parlant, Holmes, du plat de la main, lissait le papier sur son assiette vide. Je me levai, et, me penchant sur lui, je regardai la singulière inscription suivante :

534 C2 13 127 36 31 4 17 21 41
DOUGLAS 109 293 5 37 BIRLSTONE
26 BIRLSTONE 9 127 171

— Qu'en pensez-vous, Holmes ?

— Qu'il y a là un message chiffré.

— A quoi sert d'envoyer un message chiffré quand on n'en a pas tout d'abord donné le chiffre ?

— A rien... dans le cas présent.

— Pourquoi dites-vous : dans le cas présent ?

— Parce qu'il y a bien des chiffres que je lirais aussi facilement que les signes conventionnels des petites annonces. Ces devinettes naïves amusent l'intelligence sans la fatiguer. Ici, le cas est différent. Les chiffres du message se réfèrent évidemment à certains mots d'une certaine page dans un certain livre. Tant qu'on ne m'aura pas désigné la page et le livre, je suis désarmé.

— Mais que viennent faire, au milieu des chiffres, les mots « Douglas » et « Birlstone » en toutes lettres ?

— Soyez sûr qu'ils ne figurent pas dans la page en question.

— Alors, pourquoi ne pas indiquer le livre ?

— Votre finesse naturelle, mon cher Watson, et ce bon sens avisé qui font le délice de vos amis vous empêcheraient certainement d'enfermer sous une même enveloppe un message chiffré et son chiffre. Que le pli vint à se perdre, vous seriez perdu vous-même. Au contraire, mettez sous deux enveloppes distinctes le chiffre et le message : l'une ou l'autre pourra se tromper d'adresse sans qu'il en résulte rien de fâcheux. Le second courrier doit être distribué ; je m'étonnerais fort s'il ne nous apportait une lettre explicative, ou, ce qui est plus probable, le volume même auquel nous renvoyait les chiffres.

Holmes calculait juste. Quelques instants plus tard, Billy, le petit domestique, entra, portant la lettre que nous attendions.

— Même écriture, me fit observer Holmes en ouvrant l'enveloppe. Et, cette fois, la lettre est signée, ajouta-t-il d'une voix triomphante quand il eut déplié la feuille. Allons, tout va bien, Watson !

Pourtant, à mesure qu'il lisait, je vis son front se rembrunir.

— Ah, sapristi ! comment aurais-je prévu ça ? Je crains bien, Watson, que nous n'ayons espéré trop. Pourvu qu'il n'arrive à ce Porlock rien de grave ! Tenez, voici ce qu'il m'écrit :

« Cher monsieur Holmes, « Je n'irai pas plus loin dans cette affaire, c'est trop dangereux. Il me suspecte. Je vois qu'il me suspecte. Il m'a surpris au moment où, pour vous envoyer la clef du chiffre, je venais d'écrire votre adresse sur cette enveloppe. Je n'ai eu que le temps de la faire disparaître. Mais je lisais le soupçon dans ses yeux. Veuillez brûler la message chiffré, qui ne peut plus vous être utile. »

» FRÉDÉRIC PORLOCK. »

Assis devant le feu, les sourcils froncés, tournant et retournant la lettre entre ses doigts, Holmes demeura un moment absorbé dans une contemplation muette.

Alonau Doyle

(A suivre.)

Traduit de l'anglais par LOUIS LABAT.

LINGE AMERICAN HYATT

MARCHANDISES ALLEMANDES AUX VITRINES FRANÇAISES

Ce qu'en pense M. Darru, commissaire aux délégations judiciaires.

Parmi les appareils alignés dans la vitrine d'une maison de spécialités photographiques, l'un d'eux, au coin d'une flèche aux devantures, retenait, hier matin, notre attention.

La marque en est troublante : I. C. A. Dresden.

Il n'y a pas de doute possible. C'est bien un appareil photographique allemand.

Et il est là. Et il s'est en pleine vitrine française, alors que... Avons-nous fait quatre ans de guerre pour... Le plus simple est de nous renseigner. Nous entrons.

Monsieur, cet appareil est allemand.

Comment se fait-il qu'il soit en vente, aujourd'hui, dans une maison française ?

Le commerçant ne manifeste aucune émotion :

— Supposez, nous dit-il, que ce soit vous qui me l'avez vendu...

— Oui ! Que, possédant cet appareil avant la guerre, vous ayez désiré vous en débarrasser ou l'échanger contre un appareil français. Encore que ma maison ne soit point une maison « d'occasions », j'aurais pu, cependant, pour vous être agréable, prendre votre appareil et... le remettre en vente. Y auriez-vous vu quelque inconvénient ? Ce n'est pas le cas de l'appareil que voici. Il a été acheté à Darmstadt, après l'armistice, par mon beau-frère qui faisait partie de l'armée d'occupation. C'est un nouveau modèle, intéressant pour nous à divers titres, photographiquement.

— Car nous avons à lutter, et sérieusement, je suis secrétaire du syndicat de la photographie et j'ai mené une lutte ardente, ininterrompue, pendant ces quatre années de guerre, en faveur des appareils français.

— Vous n'ignorez pas qu'en 1914 les Allemands étaient incontestablement les maîtres du marché photographique. Nous étions, pour l'optique surtout, tributaires des fabricants allemands. Désormais nous sommes en mesure de rivaliser, et avec avantage peut-être de notre côté. La Société d'optique et de mécanique de haute précision du boulevard Davout a réussi à établir une fabrication au moins égale à celle des meilleures maisons d'optique allemandes. Nos progrès sur ce point sont incontestables : la photographie française s'est entièrement dégagée de l'emprise allemande.

— Et tout irait pour le mieux dans notre commerce si on ne nous refusait systématiquement les importations d'appareils spéciaux ou de produits en provenance des pays alliés. Voulez-vous un exemple ? Une maison en France fabrique des pellicules photographiques. Or sa production est arrêtée par suite du manque de charbon, de la crise des transports, etc.

— Le résultat ? C'est que si l'on ne fait pas droit à nos demandes de dérogation, si les importations ne sont pas reprises vers le 1^{er} mars prochain, tous les marchands d'appareils photographiques — nous sommes 4.000 en France — qui souffrent de cet état de choses se verront dans l'obligation de renvoyer leur personnel : ici, 200 employés ; là, 100. C'est, d'ailleurs, cette situation que nous allons exposer au ministre du Commerce, qui nous a fixé audience pour le 10 janvier.

— Mais revenons à notre appareil.

— Il n'est point unique de son espèce allemande sur le marché parisien. Non seulement des marchands possèdent des stocks achetés avant la guerre et qu'ils écoulent normalement selon les désirs de la clientèle, mais on a vendu, à l'hôtel des Ventes les appareils de maisons allemandes sequestrées. La vente en est légale. On ne peut donc s'étonner que les acheteurs les revendent à leur gré. Ces derniers, pour la plupart, ne sont pas des collectionneurs.

— L'argument est sans réplique. Cependant, nous avons désiré connaître, en dernier lieu, l'opinion autorisée de M. Darru, le commissaire compétent aux délégations judiciaires. Nous lui exposons le cas :

— Un notable commerçant...

— Est-ce une plainte ? nous dit en riant M. Darru.

— Un simple renseignement. Un commerçant peut-il vendre, à l'heure actuelle, des produits allemands ?

— Le principe, nous répond M. Darru, est que sont prohibés tous actes de commerce avec les Allemands et avec toutes autres personnes que des Allemands, si ces personnes sont personnes interposées.

— Il s'agit donc de connaître complètement l'espèce et les origines de la marchandise, pour apprécier si elle tombe sous le coup de la loi du 4 avril.

— En l'espèce, s'il s'agit d'un appareil allemand acheté en Allemagne par un Alsacien-Lorrain avant la guerre, et dont il se défait, aujourd'hui, à titre personnel, ce n'est pas, en principe, un acte de commerce avec l'ennemi. Il en serait autrement si le tiers alsacien auquel on a acheté l'appareil en question agissait, à l'heure actuelle, pour le compte d'un industriel allemand, dont il écoulerait les marchandises.

— Si vous avez acheté, avant la guerre, un appareil allemand, il est évident que cette marchandise n'est pas frappée à perpétuité d'incessibilité.

— Ce qu'on a voulu, en somme, par la loi du 4 avril, c'est compléter le blocus. Elle ne frappe naturellement pas les tiers acquéreurs de marchandises allemandes avant la guerre.

— Rappelez-vous le bruit qui a été fait autour des insignes métalliques offerts à nos conscrits, et qui étaient de provenance... germanique !

— Stocks d'avant-guerre. On les voit sortir d'un peu partout. C'est bien cela. Ce sont les mêmes marchandises « made in Germany », que nous connaissions bien. Seuls, les prix ont changé. — HENRI SIMONI.

— Oui ! Que, possédant cet appareil avant la guerre, vous ayez désiré vous en débarrasser ou l'échanger contre un appareil français. Encore que ma maison ne soit point une maison « d'occasions », j'aurais pu, cependant, pour vous être agréable, prendre votre appareil et... le remettre en vente. Y auriez-vous vu quelque inconvénient ? Ce n'est pas le cas de l'appareil que voici. Il a été acheté à Darmstadt, après l'armistice, par mon beau-frère qui faisait partie de l'armée d'occupation. C'est un nouveau modèle, intéressant pour nous à divers titres, photographiquement.

— Car nous avons à lutter, et sérieusement, je suis secrétaire du syndicat de la photographie et j'ai mené une lutte ardente, ininterrompue, pendant ces quatre années de guerre, en faveur des appareils français.

— Vous n'ignorez pas qu'en 1914 les Allemands étaient incontestablement les maîtres du marché photographique. Nous étions, pour l'optique surtout, tributaires des fabricants allemands. Désormais nous sommes en mesure de rivaliser, et avec avantage peut-être de notre côté. La Société d'optique et de mécanique de haute précision du boulevard Davout a réussi à établir une fabrication au moins égale à celle des meilleures maisons d'optique allemandes. Nos progrès sur ce point sont incontestables : la photographie française s'est entièrement dégagée de l'emprise allemande.

— Et tout irait pour le mieux dans notre commerce si on ne nous refusait systématiquement les importations d'appareils spéciaux ou de produits en provenance des pays alliés. Voulez-vous un exemple ? Une maison en France fabrique des pellicules photographiques. Or sa production est arrêtée par suite du manque de charbon, de la crise des transports, etc.

— Le résultat ? C'est que si l'on ne fait pas droit à nos demandes de dérogation, si les importations ne sont pas reprises vers le 1^{er} mars prochain, tous les marchands d'appareils photographiques — nous sommes 4.000 en France — qui souffrent de cet état de choses se verront dans l'obligation de renvoyer leur personnel : ici, 200 employés ; là, 100. C'est, d'ailleurs, cette situation que nous allons exposer au ministre du Commerce, qui nous a fixé audience pour le 10 janvier.

— Mais revenons à notre appareil.

— Il n'est point unique de son espèce allemande sur le marché parisien. Non seulement des marchands possèdent des stocks achetés avant la guerre et qu'ils écoulent normalement selon les désirs de la clientèle, mais on a vendu, à l'hôtel des Ventes les appareils de maisons allemandes sequestrées. La vente en est légale. On ne peut donc s'étonner que les acheteurs les revendent à leur gré. Ces derniers, pour la plupart, ne sont pas des collectionneurs.

— L'argument est sans réplique. Cependant, nous avons désiré connaître, en dernier lieu, l'opinion autorisée de M. Darru, le commissaire compétent aux délégations judiciaires. Nous lui exposons le cas :

— Un notable commerçant...

— Est-ce une plainte ? nous dit en riant M. Darru.

— Un simple renseignement. Un commerçant peut-il vendre, à l'heure actuelle, des produits allemands ?

— Le principe, nous répond M. Darru, est que sont prohibés tous actes de commerce avec les Allemands et avec toutes autres personnes que des Allemands, si ces personnes sont personnes interposées.

— Il s'agit donc de connaître complètement l'espèce et les origines de la marchandise, pour apprécier si elle tombe sous le coup de la loi du 4 avril.

— En l'espèce, s'il s'agit d'un appareil allemand acheté en Allemagne par un Alsacien-Lorrain avant la guerre, et dont il se défait, aujourd'hui, à titre personnel, ce n'est pas, en principe, un acte de commerce avec l'ennemi. Il en serait autrement si le tiers alsacien auquel on a acheté l'appareil en question agissait, à l'heure actuelle, pour le compte d'un industriel allemand, dont il écoulerait les marchandises.

— Si vous avez acheté, avant la guerre, un appareil allemand, il est évident que cette marchandise n'est pas frappée à perpétuité d'incessibilité.

— Ce qu'on a voulu, en somme, par la loi du 4 avril, c'est compléter le blocus. Elle ne frappe naturellement pas les tiers acquéreurs de marchandises allemandes avant la guerre.

— Rappelez-vous le bruit qui a été fait autour des insignes métalliques offerts à nos conscrits, et qui étaient de provenance... germanique !

— Stocks d'avant-guerre. On les voit sortir d'un peu partout. C'est bien cela. Ce sont les mêmes marchandises « made in Germany », que nous connaissions bien. Seuls, les prix ont changé. — HENRI SIMONI.

— Oui ! Que, possédant cet appareil avant la guerre, vous ayez désiré vous en débarrasser ou l'échanger contre un appareil français. Encore que ma maison ne soit point une maison « d'occasions », j'aurais pu, cependant, pour vous être agréable, prendre votre appareil et... le remettre en vente. Y auriez-vous vu quelque inconvénient ? Ce n'est pas le cas de l'appareil que voici. Il a été acheté à Darmstadt, après l'armistice, par mon beau-frère qui faisait partie de l'armée d'occupation. C'est un nouveau modèle, intéressant pour nous à divers titres, photographiquement.

— Car nous avons à lutter, et sérieusement, je suis secrétaire du syndicat de la photographie et j'ai mené une lutte ardente, ininterrompue, pendant ces quatre années de guerre, en faveur des appareils français.

— Vous n'ignorez pas qu'en 1914 les Allemands étaient incontestablement les maîtres du marché photographique. Nous étions, pour l'optique surtout, tributaires des fabricants allemands. Désormais nous sommes en mesure de rivaliser, et avec avantage peut-être de notre côté. La Société d'optique et de mécanique de haute précision du boulevard Davout a réussi à établir une fabrication au moins égale à celle des meilleures maisons d'optique allemandes. Nos progrès sur ce point sont incontestables : la photographie française s'est entièrement dégagée de l'emprise allemande.

— Et tout irait pour le mieux dans notre commerce si on ne nous refusait systématiquement les importations d'appareils spéciaux ou de produits en provenance des pays alliés. Voulez-vous un exemple ? Une maison en France fabrique des pellicules photographiques. Or sa production est arrêtée par suite du manque de charbon, de la crise des transports, etc.

— Le résultat ? C'est que si l'on ne fait pas droit à nos demandes de dérogation, si les importations ne sont pas reprises vers le 1^{er} mars prochain, tous les marchands d'appareils photographiques — nous sommes 4.000 en France — qui souffrent de cet état de choses se verront dans l'obligation de renvoyer leur personnel : ici, 200 employés ; là, 100. C'est, d'ailleurs, cette situation que nous allons exposer au ministre du Commerce, qui nous a fixé audience pour le 10 janvier.

— Mais revenons à notre appareil.

— Il n'est point unique de son espèce allemande sur le marché parisien. Non seulement des marchands possèdent des stocks achetés avant la guerre et qu'ils écoulent normalement selon les désirs de la clientèle, mais on a vendu, à l'hôtel des Ventes les appareils de maisons allemandes sequestrées. La vente en est légale. On ne peut donc s'étonner que les acheteurs les revendent à leur gré. Ces derniers, pour la plupart, ne sont pas des collectionneurs.

— L'argument est sans réplique. Cependant, nous avons désiré connaître, en dernier lieu, l'opinion autorisée de M. Darru, le commissaire compétent aux délégations judiciaires. Nous lui exposons le cas :

— Un notable commerçant...

— Est-ce une plainte ? nous dit en riant M. Darru.

— Un simple renseignement. Un commerçant peut-il vendre, à l'heure actuelle, des produits allemands ?

— Le principe, nous répond M. Darru, est que sont prohibés tous actes de commerce avec les Allemands et avec toutes autres personnes que des Allemands, si ces personnes sont personnes interposées.

— Il s'agit donc de connaître complètement l'espèce et les origines de la marchandise, pour apprécier si elle tombe sous le coup de la loi du 4 avril.

— En l'espèce, s'il s'agit d'un appareil allemand acheté en Allemagne par un Alsacien-Lorrain avant la guerre, et dont il se défait, aujourd'hui, à titre personnel, ce n'est pas, en principe, un acte de commerce avec l'ennemi. Il en serait autrement si le tiers alsacien auquel on a acheté l'appareil en question agissait, à l'heure actuelle, pour le compte d'un industriel allemand, dont il écoulerait les marchandises.

— Si vous avez acheté, avant la guerre, un appareil allemand, il est évident que cette marchandise n'est pas frappée à perpétuité d'incessibilité.

— Ce qu'on a voulu, en somme, par la loi du 4 avril, c'est compléter le blocus. Elle ne frappe naturellement pas les tiers acquéreurs de marchandises allemandes avant la guerre.

— Rappelez-vous le bruit qui a été fait autour des insignes métalliques offerts à nos conscrits, et qui étaient de provenance... germanique !

— Stocks d'avant-guerre. On les voit sortir d'un peu partout. C'est bien cela. Ce sont les mêmes marchandises « made in Germany », que nous connaissions bien. Seuls, les prix ont changé. — HENRI SIMONI.

— Oui ! Que, possédant cet appareil avant la guerre, vous ayez désiré vous en débarrasser ou l'échanger contre un appareil français. Encore que ma maison ne soit point une maison « d'occasions », j'aurais pu, cependant, pour vous être agréable, prendre votre appareil et... le remettre en vente. Y auriez-vous vu quelque inconvénient ? Ce n'est pas le cas de l'appareil que voici. Il a été acheté à Darmstadt, après l'armistice, par mon beau-frère qui faisait partie de l'armée d'occupation. C'est un nouveau modèle, intéressant pour nous à divers titres, photographiquement.

— Car nous avons à lutter, et sérieusement, je suis secrétaire du syndicat de la photographie et j'ai mené une lutte ardente, ininterrompue, pendant ces quatre années de guerre, en faveur des appareils français.

— Vous n'ignorez pas qu'en 1914 les Allemands étaient incontestablement les maîtres du marché photographique. Nous étions, pour l'optique surtout, tributaires des fabricants allemands. Désormais nous sommes en mesure de rivaliser, et avec avantage peut-être de notre côté. La Société d'optique et de mécanique de haute précision du boulevard Davout a réussi à établir une fabrication au moins égale à celle des meilleures maisons d'optique allemandes. Nos progrès sur ce point sont incontestables : la photographie française s'est entièrement dégagée de l'emprise allemande.

— Et tout irait pour le mieux dans notre commerce si on ne nous refusait systématiquement les importations d'appareils spéciaux ou de produits en provenance des pays alliés. Voulez-vous un exemple ? Une maison en France fabrique des pellicules photographiques. Or sa production est arrêtée par suite du manque de charbon, de la crise des transports, etc.

— Le résultat ? C'est que si l'on ne fait pas droit à nos demandes de dérogation, si les importations ne sont pas reprises vers le 1^{er} mars prochain, tous les marchands d'appareils photographiques — nous sommes 4.000 en France — qui souffrent de cet état de choses se verront dans l'obligation de renvoyer leur personnel : ici, 200 employés ; là, 100. C'est, d'ailleurs, cette situation que nous allons exposer au ministre du Commerce, qui nous a fixé audience pour le 10 janvier.

— Mais revenons à notre appareil.

— Il n'est point unique de son espèce allemande sur le marché parisien. Non seulement des marchands possèdent des stocks achetés avant la guerre et qu'ils écoulent normalement selon les désirs de la clientèle, mais on a vendu, à l'hôtel des Ventes les appareils de maisons allemandes sequestrées. La vente en est légale. On ne peut donc s'étonner que les acheteurs les revendent à leur gré. Ces derniers, pour la plupart, ne sont pas des collectionneurs.

— L'argument est sans réplique. Cependant, nous avons désiré connaître, en dernier lieu, l'opinion autorisée de M. Darru, le commissaire compétent aux délégations judiciaires. Nous lui exposons le cas :

— Un notable commerçant...

— Est-ce une plainte ? nous dit en riant M. Darru.

— Un simple renseignement. Un commerçant peut-il vendre, à l'heure actuelle, des produits allemands ?

— Le principe, nous répond M. Darru, est que sont prohibés tous actes de commerce avec les Allemands et avec toutes autres personnes que des Allemands, si ces personnes sont personnes interposées.

— Il s'agit donc de connaître complètement l'espèce et les origines de la marchandise, pour apprécier si elle tombe sous le coup de la loi du 4 avril.

— En l'espèce, s'il s'agit d'un appareil allemand acheté en Allemagne par un Alsacien-Lorrain avant la guerre, et dont il se défait, aujourd'hui, à titre personnel, ce n'est pas, en principe, un acte de commerce avec l'ennemi. Il en serait autrement si le tiers alsacien auquel on a acheté l'appareil en question agissait, à l'heure actuelle, pour le compte d'un industriel allemand, dont il écoulerait les marchandises.

— Si vous avez acheté, avant la guerre, un appareil allemand, il est évident que cette marchandise n'est pas frappée à perpétuité d'incessibilité.

5 HEURES DU MATIN DERNIÈRE HEURE 5 HEURES DU MATIN

LIEBKNECHT EST-IL MAÎTRE DE LA SITUATION A BERLIN ?

Aucune confirmation n'est encore parvenue de la chute du gouvernement Ebert-Haase-Scheidemann.

La révolution, la vraie, celle des extrémistes et de Liebknecht, semble bien l'avoir emporté à Berlin. Les informations décisives manquent encore, pour la raison que l'agence Wolff n'a pas envoyé de dépêches hier. Mais ce fait seul montre la gravité de la situation, et prouve la désorganisation complète de ce qui fut la capitale de l'Empire allemand.

Selon des bruits persistants, Ebert aurait abandonné le pouvoir, et Scheidemann serait en fuite. Il n'y a plus guère de doute : les socialistes majoritaires, ceux qui avaient si longtemps soutenu Guillaume II, ont échoué à former un gouvernement modéré appuyé par la bourgeoisie.

Cet échec pose deux questions également importantes :

La première est de savoir si le maréchal Hindenburg, avec les éléments de l'armée qu'il peut encore tenir en main, ne va pas tenter une répression devant laquelle Ebert a reculé, ne se sentant peut-être pas assez fort pour l'entreprendre. Ce serait la guerre civile en Allemagne. Il est difficile d'en calculer les conséquences. Toutefois, une réaction politique est une des possibilités prochaines au cas où Hindenburg réussirait. Les monarchistes allemands, et même plusieurs princes de la famille impériale étaient rentrés dans la coulisse depuis la révolution. Cette heure est peut-être celle qu'ils attendent pour paraître en scène.

Si, au contraire, le bolchevisme triomphe à Berlin, on s'accorde à penser, en Allemagne même, que le séparatisme fera de rapides progrès. Les populations allemandes de l'Ouest et du Sud ont déjà manifesté leur répulsion pour un régime socialiste pur, et leur intention de se séparer du reste de l'Allemagne au cas où un gouvernement régulier ne réussirait pas à s'établir.

A Cologne et dans d'autres villes du Rhin, on a déjà parlé d'une République

rhéno-westphalienne. Ces tendances seront renforcées par l'effet des convulsions de Berlin.

Ces événements intéressent au plus haut point les Alliés. Leurs répercussions se font sentir sur le problème de la paix, qui peut s'en trouver modifié dans des proportions qu'il y a quelques jours encore, étaient insoupçonnables. — J. B.

Molkenbuhr commandant militaire de Berlin

LONDRES, 28 décembre. — Le Daily Mail publie la dépêche suivante de La Haye, 27 décembre, soir :

M. Brutus Molkenbuhr, partisan de Liebknecht et ex-chef du comité exécutif au Conseil des soldats de Berlin, a été nommé commandant militaire de Berlin. Cette nomination, naturellement, signifie une victoire complète pour Berlin du groupe extrême Spartacus.

Les majoritaires font appel aux masses

ZURICH, 28 décembre. — Le Service allemand de propagande déclare que les événements qui se sont déroulés pendant les fêtes de Noël ont à ce point éclairci la situation politique intérieure que le parti social-démocrate majoritaire, au sein du gouvernement du peuple et au dehors, abandonne la défensive et invite les masses mêmes de la population de la capitale à lutter contre les incessantes tentatives révolutionnaires de la ligue Spartacus.

Le Vorwärts publie en première page, en caractères gras, avec ce titre énorme : « Que les masses sortent ! » un appel, en vue d'une manifestation formidable pour le dimanche 29 décembre contre « la dictature sanglante de la ligue Spartacus ».

L'Alsace et la Lorraine ont donné à la France de nombreux généraux

M. Henri Welschinger présidait, hier, la séance publique annuelle de l'Académie des Sciences morales.

Après l'hommage aux académiciens défunts : Vidal de La Blache, Steiner, Lachet, Louis Renault, Emile Worms, Combes de Lestrade, et la proclamation des lauréats de 1918, M. Henri Welschinger a salué M. Salandra, le cardinal Mercier et le président Wilson, élus cette année par l'assemblée.

M. Welschinger ne pouvait manquer de s'incliner aussi devant nos grands généraux : les Joffre, les Foch, les Pétain, les Gouraud, les Mangin, les Fayolle, les Guillaumat, les Degoutte, et vingt autres ; et il a voulu citer ceux que nous ont donnés nos deux chères provinces de l'Est, dont lui-même est originaire :

— Metz a donné cent généraux à la France ; Strasbourg, plus de quatre-vingts ; Thionville, vingt-trois ; Colmar, quinze ; Belfort, onze ; Sarrelouis dix ; Sarreguemines, huit ; d'autres villes de Lorraine et d'Alsace, plus de trente. Et quels noms ! Fabert, Kléber, Ney, Kellermann, Lefebvre, Rapp et tous ceux que vous connaissez.

A la veille de la guerre, nous avions, originaires des deux provinces, douze généraux de division, dix-huit de brigade, vingt-six colonels et plus de deux cents officiers. Parmi les morts, je veux citer les généraux Stin, Sibille, Dupuis, Diou, Caudrelier, Trumelot-Fabert, Henri Micheler et Barailler. Et parmi les vivants, comment ne pas glorifier Mangin, de Sarreguemines ; Micheler, de Phalsbourg ; Leblois, de Strasbourg ; Pouydraguin, de Schlestadt ; Maud'huy, de Metz ; Hirschauer, de Saint-Avold ; Putz et Hennocque, de Metz ; Dubail, de Belfort ; Reibel, de Strasbourg ; Bizot, de Bâle ; Lardemelle, de Metz ; d'Urbal, de Sarreguemines ; Dartelin, d'Ottrott ; et dix autres aussi illustres sortis de cet Est glorieux qui nous est enfin rendu !

M. Lyon-Caen, secrétaire perpétuel, a lu ensuite une très belle notice sur la vie et les œuvres de son prédécesseur René Steiner.

M. Rabaud académicien

L'Académie des Beaux-Arts avait à élire, hier, un musicien au fauteuil que M. Wildor a laissé vacant en prenant la charge de secrétaire perpétuel.

Elle a donné d'abord 11 voix à M. Henri Rabaud, 11 à M. Maréchal, 9 à M. Hûe, et 2 à M. André Messager.

Au second tour, elle a élu M. Henri Rabaud par 17 suffrages contre 12 à M. Maréchal, 3 à M. Messager, et 4 à M. Hûe.

M. Henri Rabaud, qui n'a que quarante-cinq ans, est grand prix de Rome de 1894. Il a tenu, pendant plusieurs années, magistralement, le bâton de premier chef d'orchestre à l'Opéra. Son œuvre est très variée : symphonies, oratorios, drames lyriques, — La Fille de Roland, le Premier Glaive, — et l'opéra comique Marouf, qui a obtenu et qui obtient toujours un si grand succès à la salle Favart.

M. HENRI RABAUD (Phot. Henri Mannel.)

Un service de récupération du matériel industriel enlevé par l'ennemi vient d'être organisé par le ministre de la Reconstruction industrielle. Tous les intéressés sont invités à lui adresser la spécification détaillée des machines volées, avec tous renseignements susceptibles d'en faciliter l'identification.

Le service fera les recherches nécessaires et mettra les déposés en mesure d'aller reconnaître sur place l'état de leurs machines.

La restitution du matériel

Un service de récupération du matériel industriel enlevé par l'ennemi vient d'être organisé par le ministre de la Reconstruction industrielle. Tous les intéressés sont invités à lui adresser la spécification détaillée des machines volées, avec tous renseignements susceptibles d'en faciliter l'identification.

Le service fera les recherches nécessaires et mettra les déposés en mesure d'aller reconnaître sur place l'état de leurs machines.

LE PRÉSIDENT WILSON SOLENNELLEMENT REÇU PAR LA CITÉ DE LONDRES

« La réalisation de la Société des Nations ne devrait plus rencontrer de difficultés essentielles ».

LONDRES, 28 décembre. — Le roi a rendu, ce matin, visite au président Wilson, au palais de Buckingham, pour lui présenter ses félicitations à l'occasion de son anniversaire.

M. Wilson a quitté ensuite le palais de Buckingham pour se rendre à l'ambassade des Etats-Unis, où il a reçu plusieurs adresses que lui présenteront diverses députations, entre autres la députation du Labour Party et celle de la Société pour la Ligue des Nations. Des discours furent prononcés par lord Grey, M. Asquith, l'archevêque de Canterbury et le leader travailliste Bowdler.

M. Wilson s'est rendu ensuite, avec Mme Wilson et sa suite, dans la Cité de Londres, où il fut solennellement accueilli par les autorités municipales au Guild Hall.

En recevant l'adresse de la Cité de Londres, M. Wilson a prononcé un discours dont voici les principaux passages :

« Dans mes conférences avec les dirigeants de votre gouvernement, il m'a été très agréable de constater combien nos idées suivaient la même directive, et comment notre pensée était toujours celle-ci : la clé de la paix était la garantie de la paix, et non pas les détails de cette paix, car ces détails n'auraient aucune valeur si derrière eux ne se trouvait un concert permanent de puissances pour les maintenir. »

« Voilà l'événement le plus rassurant qui se soit jamais produit dans le monde. Au début de la guerre, l'idée d'une Ligue des Nations était considérée avec une certaine ironie comme étant l'idée de savants enfermés dans leurs cabinets de travail. On en parlait comme d'une de ces choses qu'on devait classer dans une catégorie que moi, ancien universitaire, j'ai toujours trouvée irritante : on l'appelait académisme, comme si c'était une condamnation, signifiant quelque chose à quoi on ne peut toujours penser, mais qu'on ne peut jamais atteindre. »

« Et maintenant nous trouvons les esprits dirigeants et imbus de réalités déterminées à l'atteindre. Jamais auparavant le monde n'a été témoin d'une pareille union d'intention aussi soudaine que puissante. »

« C'est dans ce but incommensurablement grand que j'ai traversé l'Océan. »

A la fin de la cérémonie du Guild Hall, le président Wilson et d'autres personnalités se sont rendus à Mansion House, où le lord-maire a offert un déjeuner.

Répondant au toast du lord-maire, le président Wilson a dit qu'en venant, contre tous les précédents, en Europe, il a fait une chose nouvelle, étant données les circonstances.

Bourse de Paris, 28 décembre 1918

président Wilson et d'autres personnalités sont rendus à Mansion House, où le lord-maire a offert un déjeuner.

Répondant au toast du lord-maire, le président Wilson a dit qu'en venant, contre tous les précédents, en Europe, il a fait une chose naturelle, étant données les circonstances.

Bourse de Paris, 28 décembre 1918

VALEURS	Cours précédent	Cours du jour	VALEURS	Cours précédent	Cours du jour
PARQUET			Ext. Fenc. 1895	375	375
5 0/0 libéré...	88 5/8	88 5/8	Ext. Fenc. 1905	403 75	403 75
4 0/0 libéré...			Ext. Fenc. 1910	211 50	213
3 0/0 libéré...	71 10	71 10	Ext. Fenc. 1915	110	110
3 0/0 amort...	62 50	62 50	Ext. Fenc. 1920	85 50	87
3 1/2 libéré...	61 55	61 55	Ext. Fenc. 1925	1280	1280
3 1/2 amort...	89 75	89 75	Ext. Fenc. 1930	1065	1070
Tout 1892...	320 50	324	Ext. Fenc. 1935	910	910
Tout 1893...	340	346 25	Ext. Fenc. 1940	915	909
Tout 1894...	355	357	Ext. Fenc. 1945	915	909
Tout 1895...	387 50	390	Ext. Fenc. 1950	915	909
Tout 1896...	400	400	Ext. Fenc. 1955	915	909
Tout 1897...	400	400	Ext. Fenc. 1960	915	909
Tout 1898...	400	400	Ext. Fenc. 1965	915	909
Tout 1899...	400	400	Ext. Fenc. 1970	915	909
Tout 1900...	400	400	Ext. Fenc. 1975	915	909
Tout 1901...	400	400	Ext. Fenc. 1980	915	909
Tout 1902...	400	400	Ext. Fenc. 1985	915	909
Tout 1903...	400	400	Ext. Fenc. 1990	915	909
Tout 1904...	400	400	Ext. Fenc. 1995	915	909
Tout 1905...	400	400	Ext. Fenc. 2000	915	909
Tout 1906...	400	400	Ext. Fenc. 2005	915	909
Tout 1907...	400	400	Ext. Fenc. 2010	915	909
Tout 1908...	400	400	Ext. Fenc. 2015	915	909
Tout 1909...	400	400	Ext. Fenc. 2020	915	909
Tout 1910...	400	400	Ext. Fenc. 2025	915	909
Tout 1911...	400	400	Ext. Fenc. 2030	915	909
Tout 1912...	400	400	Ext. Fenc. 2035	915	909
Tout 1913...	400	400	Ext. Fenc. 2040	915	909
Tout 1914...	400	400	Ext. Fenc. 2045	915	909
Tout 1915...	400	400	Ext. Fenc. 2050	915	909
Tout 1916...	400	400	Ext. Fenc. 2055	915	909
Tout 1917...	400	400	Ext. Fenc. 2060	915	909
Tout 1918...	400	400	Ext. Fenc. 2065	915	909
Tout 1919...	400	400	Ext. Fenc. 2070	915	909
Tout 1920...	400	400	Ext. Fenc. 2075	915	909
Tout 1921...	400	400	Ext. Fenc. 2080	915	909
Tout 1922...	400	400	Ext. Fenc. 2085	915	909
Tout 1923...	400	400	Ext. Fenc. 2090	915	909
Tout 1924...	400	400	Ext. Fenc. 2095	915	909
Tout 1925...	400	400	Ext. Fenc. 2100	915	909
Tout 1926...	400	400	Ext. Fenc. 2105	915	909
Tout 1927...	400	400	Ext. Fenc. 2110	915	909
Tout 1928...	400	400	Ext. Fenc. 2115	915	909
Tout 1929...	400	400	Ext. Fenc. 2120	915	909
Tout 1930...	400	400	Ext. Fenc. 2125	915	909
Tout 1931...	400	400	Ext. Fenc. 2130	915	909
Tout 1932...	400	400	Ext. Fenc. 2135	915	909
Tout 1933...	400	400	Ext. Fenc. 2140	915	909
Tout 1934...	400	400	Ext. Fenc. 2145	915	909
Tout 1935...	400	400	Ext. Fenc. 2150	915	909
Tout 1936...	400	400	Ext. Fenc. 2155	915	909
Tout 1937...	400	400	Ext. Fenc. 2160	915	909
Tout 1938...	400	400	Ext. Fenc. 2165	915	909
Tout 1939...	400	400	Ext. Fenc. 2170	915	909
Tout 1940...	400	400	Ext. Fenc. 2175	915	909
Tout 1941...	400	400	Ext. Fenc. 2180	915	909
Tout 1942...	400	400	Ext. Fenc. 2185	915	909
Tout 1943...	400	400	Ext. Fenc. 2190	915	909
Tout 1944...	400	400	Ext. Fenc. 2195	915	909
Tout 1945...	400	400	Ext. Fenc. 2200	915	909
Tout 1946...	400	400	Ext. Fenc. 2205	915	909
Tout 1947...	400	400	Ext. Fenc. 2210	915	909
Tout 1948...	400	400	Ext. Fenc. 2215	915	909
Tout 1949...	400	400	Ext. Fenc. 2220	915	909
Tout 1950...	400	400	Ext. Fenc. 2225	915	909
Tout 1951...	400	400	Ext. Fenc. 2230	915	909
Tout 1952...	400	400	Ext. Fenc. 2235	915	909
Tout 1953...	400	400	Ext. Fenc. 2240	915	909
Tout 1954...	400	400	Ext. Fenc. 2245	915	909
Tout 1955...	400	400	Ext. Fenc. 2250	915	909
Tout 1956...	400	400	Ext. Fenc. 2255	915	909
Tout 1957...	400	400	Ext. Fenc. 2260	915	909
Tout 1958...	400	400	Ext. Fenc. 2265	915	909
Tout 1959...	400	400	Ext. Fenc. 2270	915	909
Tout 1960...	400	400	Ext. Fenc. 2275	915	909
Tout 1961...	400	400	Ext. Fenc. 2280	915	909
Tout 1962...	400	400	Ext. Fenc. 2285	915	909
Tout 1963...	400	400	Ext. Fenc. 2290	915	909
Tout 1964...	400	400	Ext. Fenc. 2295	915	909
Tout 1965...	400	400	Ext. Fenc. 2300	915	909
Tout 1966...	400	400	Ext. Fenc. 2305	915	909
Tout 1967...	400	400	Ext. Fenc. 2310	915	909
Tout 1968...	400	400	Ext. Fenc. 2315	915	909
Tout 1969...	400	400	Ext. Fenc. 2320	915	909
Tout 1970...	400	400	Ext. Fenc. 2325	915	909
Tout 1971...	400	400	Ext. Fenc. 2330	915	909
Tout 1972...	400	400	Ext. Fenc. 2335	915	909
Tout 1973...	400	400	Ext. Fenc. 2340	915	909
Tout 1974...	400	400	Ext. Fenc. 2345	915	909
Tout 1975...	400	400	Ext. Fenc. 2350	915	909
Tout 1976...	400	400	Ext. Fenc. 2355	915	909
Tout 1977...	400	400	Ext. Fenc. 2360	915	909
Tout 1978...	400	400	Ext. Fenc. 2365	915	909
Tout 1979...	400	400	Ext. Fenc. 2370	915	909
Tout 1980...	400	400	Ext. Fenc. 2375	915	909
Tout 1981...	400	400	Ext. Fenc. 2380	915	909
Tout 1982...	400	400	Ext. Fenc. 2385	915	909
Tout 1983...	400	400	Ext. Fenc. 2390	915	909
Tout 1984...	400	400	Ext. Fenc. 2395	915	909
Tout 1985...	400	400	Ext. Fenc. 2400	915	909
Tout 1986...	400	400	Ext. Fenc. 2405	915	909
Tout 1987...	400	400	Ext. Fenc. 2410	915	909
Tout 1988...	400	400	Ext. Fenc. 2415	915	909
Tout 1989...	400	400	Ext. Fenc. 2420	915	909
Tout 1990...	400	400	Ext. Fenc. 2425	915	909
Tout 1991...	400	400	Ext. Fenc. 2430	915	909
Tout 1992...	400	400	Ext. Fenc. 2435	915	909
Tout 1993...	400	400	Ext. Fenc. 2440	915	909
Tout 1994...	400	400	Ext. Fenc. 2445	915	909
Tout 1995...	400	400	Ext. Fenc. 2450	915	909
Tout 1996...	400	400	Ext. Fenc. 2455	915	909
Tout 1997...	400	400	Ext. Fenc. 2460	915	909
Tout 1998...	400	400	Ext. Fenc. 2465	915	909
Tout 1999...	400	400	Ext. Fenc. 2470	915	909
Tout 2000...	400	400	Ext. Fenc. 2475	915	909
Tout 2001...	400	400	Ext. Fenc. 2480	915	909
Tout 2002...	400	400	Ext. Fenc. 2485	915	909
Tout 2003...	400	400	Ext. Fenc. 2490	915	909
Tout 2004...	400	400	Ext. Fenc. 2495	915	909
Tout 2005...	400	400	Ext. Fenc. 2500	915	909
Tout 2006...	400	400	Ext. Fenc. 2505	915	909
Tout 2007...	400	400	Ext. Fenc. 2510	915	909
Tout 2008...	400	400	Ext. Fenc. 2515	915	909
Tout 2009...	400	400	Ext. Fenc. 2520	915	909
Tout 2010...	400	400	Ext. Fenc. 2525	915	909
Tout 2011...	400	400	Ext. Fenc. 2530	915	909
Tout 2012...	400	400	Ext. Fenc. 2535	915	909
Tout 2013...	400	400	Ext. Fenc. 2540	915	909
Tout 2014...	400	400	Ext. Fenc. 2545	915	909
Tout 2015...	400	400	Ext. Fenc. 2550	915	909
Tout 2016...	400	400	Ext. Fenc. 2555	915	909
Tout 2017...	400	400	Ext. Fenc. 2560	915	909
Tout 2018...	400	400	Ext. Fenc. 2565	915	909
Tout 2019...	400	400	Ext. Fenc. 2570	915	909
Tout 2020...	400	400	Ext. Fenc. 2575	915	909
Tout 2021...	400	400	Ext. Fenc. 2580	915	909
Tout 2022...	400	400	Ext. Fenc. 2585	915	909
Tout 2023...	400	400	Ext. Fenc. 2590	915	909
Tout 2024...	400	400	Ext. Fenc. 2595	915	909
Tout 2025...	400	400	Ext. Fenc. 2600	915	909
Tout 2026...	400	400	Ext. Fenc. 2605	915	909
Tout 2027...	400	400	Ext. Fenc. 2610	915	909
Tout 2028...	400	400	Ext. Fenc. 2615	915	909
Tout 2029...	400	400	Ext. Fenc. 2620	915	909
Tout 2030...	400	400	Ext. Fenc. 2625	915	909
Tout 2031...	400	400	Ext. Fenc. 2630	915	909
Tout 2032...	400	400	Ext. Fenc. 2635	915	909
Tout 2033...	400	400	Ext. Fenc. 2640	915	909
Tout 2034...	400	400	Ext. Fenc. 2645	915	909
Tout 2035...	400	400	Ext. Fenc. 2650	915	909
Tout 2036...	400	400	Ext. Fenc. 2655	915	909
Tout 2037...	400	400	Ext. Fenc. 2660	915	909
Tout 2038...	400	400	Ext. Fenc. 2665	915	909
Tout 2039...	400	400	Ext. Fenc. 2670	915	909
Tout 2040...	400	400	Ext. Fenc. 2675	915	909
Tout 2041...	400	400	Ext. Fenc. 2680	915	909
Tout 2042...	400	400	Ext. Fenc. 2685	915	909
Tout 2043...	400	400	Ext. Fenc. 2690	915	909
Tout 2044...	400	400	Ext. Fenc. 2695	915	909
Tout 2045...	400	400	Ext. Fenc. 2700	915	909
Tout 2046...	400	400	Ext. Fenc. 2705	915	909
Tout 2047...	400	400	Ext. Fenc. 2710	915	909
Tout 2048...	400	400	Ext. Fenc. 2715	915	909
Tout 2049...	400	400	Ext. Fenc. 2720	915	909
Tout 2050...	400	400	Ext. Fenc. 2725	915	909
Tout 2051...	400	400	Ext. Fenc. 2730	915	909
Tout 2052...	400	400	Ext. Fenc. 2735	915	909
Tout 2053...	400	400	Ext. Fenc. 2740	915	909
Tout 2054...	400	400	Ext. Fenc. 2745	915	909
Tout 2055...	400	400	Ext. Fenc. 2750	915	909
Tout 2056...	400	400	Ext. Fenc. 2755	915	909
Tout 2057...	400	400	Ext. Fenc. 2760	915	909
Tout 2058...	400	400	Ext. Fenc. 2765	915	909
Tout 2059...	400	400	Ext. Fenc. 2770	915	909
Tout 2060...	400	400	Ext. Fenc. 2775	915	909
Tout 2061...	400	400	Ext. Fenc. 2780	915	909
Tout 2062...	400	400	Ext. Fenc. 2785	915	909
Tout 2063...	400	400	Ext. Fenc. 2790	915	909
Tout 2064...	400	400	Ext. Fenc. 2795	915	909
Tout 2065...	400	400	Ext. Fenc. 2800	915	909
Tout 2066...	400	400	Ext. Fenc. 2805	915	909
Tout 2067...	400	400	Ext. Fenc. 2810	915	909
Tout 2068...	400	400	Ext. Fenc. 2815	915	909
Tout 2069...	400	400	Ext. Fenc. 2820	915	909
Tout 2070...	400	400	Ext. Fenc. 2825	915	909
Tout 2071...	400	400	Ext. Fenc. 2830	915	909
Tout 2072...	400	400	Ext. Fenc. 2835	915	909

